

[Texte]

home or in centres that reflect the parents' basic values and meet the children's legitimate needs. In short, in our view Canada needs public policies and government budgets that are consistently pro-family across the board.

In our view, the previous two budgets of the current administration were anti-family budgets, in that the net impact of Mr. Wilson's budget hurt families rather than helped them. In our view, we need some drastic changes in order to see to it that families are respected for what they are, that children receive the kind of care and attention to which they are entitled as citizens of Canada, and that the social infrastructure gets the kind of public support, also through the government policies and budgets, so that families indeed can exercise their responsibility in freedom, being free from poverty. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, gentlemen.

Mr. Vandezande: With your permission, Madam Chairperson, I would like to file with you a copy of CPJ's Charter of Social Rights and Responsibilities, which elaborates on our proposed social infrastructure; a copy of the proposal that we filed with the federal government, with whom we are now meeting from time to time regarding new budget proposals which include provisions for child care and day care; and a copy of a document issued by Metropolitan Community Services Department, in which this department details the totally inadequate welfare provisions in the City of Toronto. I will just read the summation of that report, which has now been adopted and forwarded to the provincial government. It is entitled *Adequacy of General Welfare Assistance*. The report's main conclusion is:

Current general welfare assistance rates are inadequate to cover basic needs of food, shelter, and clothing for a great many recipients, primarily because the high cost of accommodation in Metropolitan Toronto is not accounted for in either the basic needs allowance or the shelter subsidy.

The figures in that report are very revealing and probably would be helpful in documenting the real need that there is for the kind of proposals that we have listed in our brief and that you may wish to make as a committee. Thank you.

The Chairman: Thank you very much. We will see that they are tabled, Mr. Vandezande. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you. I am very pleased to hear once again from the Citizens for Public Justice. I have certainly been very interested in your proposals for attacking poverty in a very comprehensive way. We know that one out of five Canadian children are poor, so I am not surprised that you are here.

I just wonder if you could mention to the committee the churches that support CPJ. I know when the Catholic bishops

[Traduction]

qualité, que ce soit à la maison ou dans des garderies, et de permettre aux parents de choisir le service qui reflète le mieux leurs propres valeurs et qui réponde par la même occasion aux besoins légitimes des enfants. Bref, à notre avis, le Canada a besoin de politiques gouvernementales et de mesures budgétaires qui, d'une manière générale, favorisent la famille.

A notre avis, les deux précédents budgets de l'actuel gouvernement étaient des budgets anti-familiaux, car le budget de M. Wilson n'a pas aidé des familles et, au contraire, il leur a fait du tort. A notre avis, il faut adopter des changements radicaux afin de s'assurer que les familles sont respectées pour ce qu'elles sont, que les enfants reçoivent les types de soins et d'attention auxquels ils ont droit en tant que citoyens du Canada et pour garantir, également, que l'infrastructure sociale recevra l'appui public, encore une fois, par l'intermédiaire des politiques gouvernementales et des subventions budgétaires afin que les familles puissent effectivement et librement exercer leurs responsabilités, sans être condamnées à la pauvreté. Je vous remercie.

La présidente: Messieurs, je vous remercie.

M. Vandezande: Si vous le permettez, madame la présidente, j'aimerais vous transmettre un exemplaire de la Charte des droits et des responsabilités sociales élaborée par le CPJ et qui amplifie notre projet d'infrastructure sociale; c'est une copie du projet que nous avons déposé auprès du gouvernement fédéral avec qui nous nous réunissons de temps en temps pour examiner les nouvelles propositions budgétaires touchant la garde d'enfants et les garderies. Ce document est accompagné d'un document émis par le département des Services communautaires du Grand Toronto et qui fait état de l'insuffisance totale des mesures de bien-être en vigueur dans cette ville. Je vais seulement lire le résumé du rapport qui a déjà été adopté et transmis au gouvernement provincial. Ce rapport est intitulé *Adequacy of General Welfare Assistance*. La principale conclusion de ce rapport, c'est:

que le niveau des prestations d'aide sociale ne suffit pas dans bien des cas pour assurer les besoins élémentaires d'alimentation, d'hébergement et de vêtement. La raison principale en est que l'allocation de base ou la subvention à l'hébergement ne tient pas compte, à Toronto, du niveau des loyers.

Les chiffres qui figurent dans ce rapport sont très révélateurs et permettent sans doute de démontrer combien il serait nécessaire de donner suite aux propositions que nous avons formulées dans notre exposé et que votre Comité voudra peut-être retenir. Je vous remercie.

La présidente: Je vous remercie, monsieur Vandezande, nous veillerons à ce que vos propositions soient présentées. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. Je suis heureuse, encore une fois, d'écouter le point de vue des *Citizens for Public Justice*. Vous m'avez beaucoup intéressée avec vos propositions visant l'adoption d'un ensemble de mesures permettant de lutter contre la pauvreté. Nous savons qu'un enfant canadien sur cinq est pauvre, et donc je ne suis pas surprise de vous voir ici.

Je me demande simplement si vous pourriez indiquer au Comité les églises qui soutiennent l'action du CPJ. Je me